

# LE REBOUSSIER

Mensuel informatif syndical hautement intellectuel (sic !), recommandé par les plus grandes marques de décapants

Section SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES GARD – Édition Novembre 2013

## ANTISOCIAL ; LE DIRECTEUR DE L'AUDE PERD SON SANG FROID !

«Il n'y a pas de répression de l'espoir ; à moins de l'étouffer soi-même» (Jean Claude CLARI)



### SOMMAIRE :

PRÈS DE CHEZ NOUS :  
ACHARNEMENT COUPABLE ! PAGE 2.

REVENDICATIONS :  
MONTE À RUX ! PAGE 3.

ANALYSES :  
FRAUDE FISCALE ; DES PAROLES AUX  
ACTES ! PAGE 3.

POÉSIE SOCIALE :  
INDIGNEZ-VOUS (HK & LES SALTIMBANKS) À  
MARIJO INDIGNÉE & TOUJOURS DRIBOUT.  
Page 5.

Le Rébousier  
Journal de SOLIDAIRES FINANCES  
PUBLIQUES Gard

SYNDICAT NATIONAL  
**Solidaires**  
Finances  
Publiques

La force de tous  
les agents de la DGFIP

### ÉDITO :

#### CARCASSONNE : SANCTIONNÉE POUR UNE FAUTE INSIGNIFIANTE !

Le vendredi 11 octobre 2013, les très nombreux agents de l'administration fiscale sont venus soutenir Marijo Pereira (qui s'exprime au micro), en arborant un bandana rouge en signe de détermination et de solidarité.

Pour une faute que ses collègues estiment insignifiante, Marijo Pereira, contrôleur des impôts a subi une très lourde sanction. Vendredi 11 octobre, une manifestation était organisée dans la cour de la cité administrative.

Un peu plus de 200 personnes, des agents des impôts en activité, mais aussi des retraités, avaient envahi, sur le coup de midi, la cour de la cité administrative près du Pont vieux. Un gros coup de colère qui fait suite à la sanction dont fait l'objet une déléguée du syndicat Solidaires, Marijo Pereira. On lui reproche d'avoir instruit 17 dossiers, qui ne relevaient strictement pas de sa compétence, alors que depuis la fusion des impôts et du Trésor et avec les réductions de personnel qui s'accéléraient, on pare tous les jours au plus pressé. Ces dossiers ont été instruits sans aucune faute, c'est juste que ce n'était pas strictement inscrit dans sa mission.

Résultat Marijo Pereira se retrouve, depuis le 1er août, mise à pied sans traitement pour six mois, et fait l'objet d'une plainte pour concussion. Elle a d'ailleurs pour cela été placée en garde à vue. Tous les syndicats s'étaient donné rendez-vous pour soutenir leur collègue, qui, très émue, et longuement applaudie, a dit que pour elle il s'agit bien de faire un exemple **«en s'en prenant au représentant d'un syndicat»**.

# PRÈS DE CHEZ NOUS : ACHARNEMENT COUPABLE !

## Une mobilisation sans faille !

**La direction des finances publiques reproche un délit de concussion à la fonctionnaire. Mise à pied en août dernier pour six mois sans traitement, Marijo Pereira a reçu le soutien de 200 de ses collègues vendredi 17 octobre dernier.**

Emue aux larmes ! Vendredi midi, sur le parvis de la Cité administrative, Marijo Pereira n'a pu contenir son émotion. Devant elle, 200 personnes, portant autour du cou un bandana rouge siglé "Soutien à Marijo" sont là pour la soutenir dans l'épreuve qu'elle traverse : "Une véritable injustice", dira-t-elle. Celle d'avoir été mise à pied sans traitement pour six mois, en août dernier, par sa hiérarchie au motif de concussion ! Un terme plus que sévère signifiant, ni plus ni moins, l'action, pour un fonctionnaire, de détourner les deniers publics.

## "Je suis touchée mais je suis vivante !"

"J'ai exercé, pendant 20 ans, au secteur de l'assiette. Je recevais alors les associations s'occupant des personnes en difficultés qui venaient faire des demandes de recours gracieux pour les impôts locaux. Puis, j'ai changé de "sphère géographique" : on m'a confié les gros dossiers du département. Or, j'ai continué à recevoir ces associations : parce qu'elles venaient me voir, et parce qu'il y a de moins en moins de personnel pour traiter les dossiers. On me reproche le traitement de 17 dossiers mais il n'y a jamais eu de dégrèvement infondé", explique Marijo.

## Placée en garde à vue

Placée en garde à vue, au mois d'août, elle dit avoir vécu une véritable "humiliation même si j'ai été bien reçue au commissariat". Mais plus qu'une sanction disciplinaire, la contrôleur principal des finances est convaincue qu'il s'agit là d'une vengeance personnelle. De qui ? "Du directeur départemental", assène-t-elle. Car Marijo Pereira est aussi, et surtout, une syndicaliste combative au sein de Solidaires, prête à monter au créneau pour défendre les intérêts de ses collègues. "Tout a commencé en 2010, lorsque le directeur départemental a voulu déplacer deux militants syndicaux de manière autoritaire, ne souhaitant plus voir des postes en direction occupés par des syndicalistes.

Il a pour cela transgressé les règles existantes en matière de mutation. Mais, déjà, face à un fort mouvement de protestation des agents, il a été obligé de revoir sa copie", note quant à elle l'intersyndicale Solidaires, CGT, FO, CFDT.

## Répression syndicale

Au-delà du cas personnel de Marijo, c'est une "répression syndicale" qui est ainsi dénoncée : "Ce qui m'arrive à moi pourrait arriver à n'importe lequel d'entre nous : qui aujourd'hui, ne déborde pas de son champ d'action ? Il faut relever la tête et refuser la fatalité. Oui je suis touchée, mais je suis vivante et combative", clamait Marijo Pereira qui, avec son syndicat a saisi le tribunal administratif et l'observatoire de la discrimination syndicale.

## Vers le retrait de la plainte pénale ?

En début d'après-midi, les 200 agents ont investi le second étage où siège le directeur des finances publiques de l'Aude : "Nous lui avons porté les 490 signatures de la pétition. Il faut savoir qu'il y a 600 agents dans le département et qu'une centaine sont des supérieurs hiérarchiques. Nous avons demandé la réintégration immédiate de Marijo et que la sanction soit revue à la baisse. Le directeur n'a pas voulu s'exprimer sur le dossier qui est à l'instruction mais a dit qu'il avait compris l'émotion des agents.

Depuis, la plainte a été classée sans suite par le Procureur de la République et l'intersyndicale de l'Aude doit être reçue prochainement à Bercy ; **un premier pas, enfin, vers la vérité et la justice.**



# REVENDEICATIONS : HONTE À EUX !

## HONTE À EUX !

### HALTE À L'ACHARNEMENT ANTISYNDICAL

Depuis le mois d'Août, notre camarade Marijo,

contrôleur des Finances Publiques dans l'Aude

est, exclu des fonctions, et donc du service,

pendant 6 mois. C'est une mise à pied très

lourde de six mois sans rémunération et

primes ! Le directeur de l'Aude qui a demandé

cette sanction et l'a obtenue souhaite sa

mort sociale. C'est pire qu'un licenciement.

Le but de cette sanction, décapiter le syndicat pendant la période de mise place des restructurations administratives avec une gestion des agents sans respect d'aucune règle ; tel que le rêve le Directeur de l'Aude.



### RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE : LES PALMES D'OR POUR MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'AUDE AVEC LE SOUTIEN BIENVEILLANT DU DG : BEZARD !

Honte à vous, Monsieur le Directeur d'envoyer un militant syndical en conseil de discipline pour d'avoir instruit 17 dossiers, qui ne relevaient strictement pas de sa compétence, alors que depuis la fusion des impôts et du Trésor et avec les réductions de personnel qui s'accroissent, on pare tous les jours au plus pressé. Ces dossiers ont été instruits sans aucune faute, c'est

juste que ce n'était pas strictement inscrit dans sa mission !

Honte à vous, Monsieur le Directeur de ne pas assumer un procès politique que vous avez vous même provoqué !

Pour notre part, nous sommes fiers de ce qui s'est passé le 11 octobre dernier ; les agents vous ont apporté la meilleure des réponses faite de dignité et de détermination !

Nous sommes fiers que les collègues se soient révoltés !

Nous ne nous taisons pas !

Nous continuerons à dénoncer les réorganisations, synonymes de suppressions d'emplois, de dégradations de nos conditions de travail et de vie !

Ce qui se passe dans l'Aude est très grave !

Nous avons dépassé le stade de la répression anti-syndicale !

**Nous appelons donc, l'ensemble des organisations syndicales et l'ensemble des agents à entrer en résistance pour faire triompher la vérité et la justice !**



# ANALYSES : FRAUDE FISCALE : DES PAROLES AUX ACTES !

**Bonne initiative mardi 5 novembre sur France 5 : On repassait La grande évasion (vers des pays fiscalement très accueillants). Nouvelle version. Une sorte de hold-up du siècle. Un phénomène bien connu maintenant. Le Figaro parle même de braquage mondial. Une vraie délinquance. Un feuilleton qui dure... Beaucoup a déjà été dit, mais qu'a-t-on retenu ? Il est bon de rafraîchir la mémoire, par une approche différente.**

**Malgré les déclarations, les promesses, une esquisse d'un début de solution ne semble pas venir. Inertie ? Complicité ? Intérêts ?**

Les réactions européennes, françaises surtout, dispersées, sont tardives et limitées. Il faudra du temps pour résoudre le problème. Les inerties sont énormes.

On peut faire mieux que de multiplier les taxes, qui finalement rapportent peu, et on reste songeur quand on fait un drame pour quelques millions manquant pour le financement de tel ou tel effort social... **Il y a 600 milliards qui manquent**, selon l'enquête minutieuse d'Antoine Peillon, jamais contestée jusqu'ici. Les experts cités par «The Guardian» estiment que **l'argent placé dans ces paradis fiscaux et qui échappe donc de cette façon au fisc est l'équivalent du Produit intérieur brut (PIB) des États-Unis et du Japon réunis ! En France, six fois le trou de la Sécurité**...

**L'Etat est en plein désordre pour lutter contre la fraude fiscale !**

Depuis 2009, les gouvernements successifs assurent que la lutte contre la fraude fiscale est en tête de leurs préoccupations. Pas un sommet international, pas une réunion européenne ne se passe sans que les autorités françaises rappellent leur détermination à la combattre. **La fraude fiscale représente une perte pour l'État de 50 à 80 milliards d'euros par an, a encore indiqué un rapport d'une commission sénatoriale le 9 octobre. La Commission européenne évaluait récemment le coût de la seule fraude à la TVA à 32 milliards d'euros par an en France.**

Les actes, cependant, paraissent avoir du mal à suivre les paroles. Dans son dernier rapport publié le 10 octobre, la Cour des comptes dresse un tableau consternant des moyens mis en place par l'État pour lutter contre la fraude fiscale : **des troupes désorganisées et mal équipées, chacune luttant pour conserver son pré carré et ses prérogatives, incapables de coopérer et d'échanger des renseignements. Pas toutes convaincues non plus, semble-t-il, que la lutte contre la fraude fiscale soit une urgence... Il y a des dérives planifiées.**

Depuis trois ans, les textes et les engagements internationaux signés par la France n'ont pourtant pas manqué. L'État a signé la convention OCDE contre les paradis fiscaux, le traité pour les échanges automatiques de données, mais ces derniers en sont encore au stade préliminaire.

La France a aussi instauré une liste des États non coopératifs, redéfinie chaque année par arrêté ministériel. Mais d'emblée, il y a

de curieux oublis, comme le souligne la Cour des comptes. « Cette liste qui ne se fonde que sur la signature d'accords d'assistance et sur les évaluations de l'OCDE, demeure très restreinte, ce qui prive largement d'effets l'ensemble de la législation qui s'y réfère. En particulier, la liste française des paradis fiscaux ne comprend pas les pays vers lesquels les fraudeurs fiscaux (personnes physiques et morales) se tournent prioritairement pour réaliser leurs opérations. »

Ces derniers choisissent prioritairement les pays où la coopération judiciaire n'existe pas, où les structures commerciales sont opaques, où le secret bancaire est solidement établi, rappelle le rapport. Aucun nom n'est cité mais on peut au choix parler de la Suisse, du Luxembourg, des îles Anglo-Normandes, de Singapour, de Panama, des îles Caïmans et de tant d'autres.

On est encore loin du compte ! Ce que confirme le banquier Naulot.

**La réforme est inachevée. Bercy, qui mobilise peu de moyens, de manière inorganisée, constitue un verrou et semble traîner les pieds !**

Seul le ministère des finances a le droit de lancer des poursuites, en déposant une plainte préalable, elle-même soumise à l'autorisation de la commission des infractions fiscales (CIF). Cette lourde procédure, unique en Europe, donne lieu à des allers-retours incongrus entre la justice et Bercy, et débouche sur très peu de poursuites : environ mille plaintes déposées en 2011, pour 55 000 infractions constatées et redressements effectués, selon les chiffres du ministère. Et selon les avocats, les syndicats de magistrats et les ONG qui luttent contre la fraude fiscale, les cas transmis à la justice sont loin d'être les plus graves. Bien souvent, Bercy se réserve le droit de négocier avec le contribuable fautif, et agite souvent le dépôt de plainte comme le bâton censé inciter le mauvais payeur à coopérer...

**Alors, pourquoi traiter la délinquance fiscale différemment des autres ? Pourquoi une exception dans ce domaine sur la façon dont la justice peut se saisir d'un dossier ?**



# POÉSIE SOCIALE : INDIGNEZ-VOUS (HK & LES SALTIMBANKS).

## INDIGNEZ-VOUS (HK & LES SALTIMBANKS) À MARIJO INDIGNÉE & TOUJOURS DEBOUT !

JE ME SUIS LEVÉ UN MATIN,  
SOMBRE JOUR DE L'EXISTENCE,  
J'AI LEVÉ LA VOIX ET LE POING,  
QUAND LA RÈGLE ÉTAIT LE SILENCE,  
J'EN AI VU MONTER DANS DES TRAINS,  
PARTIR DANS UN BROUILLARD IMMENSE,  
JE N'POUVAIS ÊTRE NI COMPLICE NI TÉMOIN,  
JE SUIS ENTRÉ EN RÉSISTANCE,

UNE VOIX PAVÉE D'ESPÉRANCE,  
PEUPLÉE DE FEMMES ET D'HOMMES DEBOUT,  
UN CHOIX COMME UNE ÉVIDENCE,  
ENTRE POTENCE ET CORDE AU COU,  
JE SUIS REVENU DE SI LOIN,  
JE RENDS GRÂCE À MON ÉTOILE,  
LA MORT M'A OUBLIÉ EN CHEMIN,  
À DORA ET À BUCHENWALD  
QUATRE-VINGT-TREIZE ANS JE PEUX CROIRE,  
QUE MA FIN N'EST PLUS TRÈS LOIN,  
QUATRE-VINGT-TREIZE ANS VOICI MA MÉMOIRE,  
PRENEZ-EN LE PLUS GRAND SOIN,  
L'INDIGNATION OBSTINÉMENT,  
DANS UN MONDE AU GARDE À VOUS,  
SOYEZ DE CEUX QUI MARCHENT CONTRE LE VENT,  
MES AMIS, INDIGNEZ-VOUS !

INDIGNEZ-VOUS ! INDIGNEZ-VOUS !  
C'EST UN VIEUX MONSIEUR QUI VOUS PARLE,  
BRANDISSANT SON ÉTOILE,  
ENTENDEZ-VOUS ?

PENSEZ-VOUS DONC QU'AUJOURD'HUI,  
LES MOTIFS DE SOULÈVEMENT NOUS MANQUENT,  
QUAND NOS PROPRES VIES SONT À CRÉDITS,  
SOUS LA DICTATURE DES BANQUES,  
L'ARGENT COMMANDE AUX ACTIONNAIRES,  
EUX-MÊMES COMMANDENT AUX PRÉSIDENTS,  
QUI ORDONNENT AUX GENS ORDINAIRES,  
D'EXÉCUTER BIEN GENTIMENT,

TOUTE CETTE NOURRITURE INVENDUE,  
JETEZ-LA DONC À LA POUBELLE,  
ET AU-DESSUS DES TAS D'ORDURES,  
VERSEZ-MOI DIX LITRES D'EAU DE JAVEL,  
VOILÀ LE MONDE QUI EST LE NÔTRE,  
ABSURDE CRUEL ET SANS PITTÉ,  
JUSQU'À S'QUE FRAPPE À NOTRE PORTE,  
CE MAUDIT SEUIL DE PAUVRETÉ,

LES DROITS DE L'HOMME MIS EN JACHÈRE,  
VENDU EN PORTION INDIVIDUEL,  
QUAND LA CRISE ALIMENTAIRE,  
S'ÉTERNISE DEVANT L'ÉTERNEL,  
MAIS MIRACLE QUAND DES MILLIARDS,  
SONT TROUVÉS DANS LA SECONDE,  
POUR SAUVER LE ROI DOLLARS,  
ET TOUS LES BANQUIERS DE CE MONDE,

INDIGNEZ-VOUS ! INDIGNEZ-VOUS !  
C'EST UN VIEUX MONSIEUR QUI VOUS PARLE,  
BRANDISSANT SON ÉTOILE,  
ENTENDEZ-VOUS ?

INDIGNEZ-VOUS ! INDIGNEZ-VOUS !  
C'EST UN VIEUX MONSIEUR QUI VOUS PARLE,  
BRANDISSANT SON ÉTOILE,  
ENTENDEZ-VOUS ?

NOS CHAINES SONT CERTES MOINS VISIBLES,  
QU'AU SOMBRE TEMPS DE L'ESCLAVAGE,  
MAIS NOS ESPRITS SONT PRIS POUR CIBLES,  
QU'ONT-ILS FAIT DE NOTRE HÉRITAGE,  
COMPÉTITIONS À OULTRANCES,  
AMNÉSIE GÉNÉRALISÉE,  
PRODUITS DE CONSOMMATIONS DE MASSES,  
POUR UNE JEUNESSE ANESTHÉSIÉE,

IL EST GRAND TEMPS MES AMIS,  
DE RALLUMER ENFIN LES ÉTOILES,  
QUI ONT GUIDÉ TOUTE SA VIE,  
CE VIEUX MONSIEUR QUI VOUS PARLE,  
OUI J'AI ÉTÉ CET ARMÉNIEN,  
JE SUIS TOUJOURS CE JUIF ALLEMAND,  
JE SUIS LE PEUPLE PALESTINIEN,  
LA JUSTICE EST MON SEUL CAMP,  
SOYEZ CITOYEN SANS FRONTIÈRES,  
DE CES PEUPLES QUI SE SOULÈVENT,  
CONTAMINEZ LA TERRE ENTIÈRE,  
DE VOS RÉVOLTES ET DE VOS RÊVES,  
INDIGNEZ-VOUS C'EST VOTRE DROIT,  
ET EN MÉMOIRE DE TOUS CEUX-LÀ,  
QUI MEURENT CHAQUE JOURS DE NE PAS L'AVOIR,  
CE DROIT ET DE FAIT UN DEVOIR,

INDIGNEZ-VOUS ! INDIGNEZ-VOUS !  
C'EST UN VIEUX MONSIEUR QUI VOUS PARLE,  
BRANDISSANT SON ÉTOILE,  
ENTENDEZ-VOUS ?

INDIGNEZ-VOUS ! INDIGNEZ-VOUS !  
C'EST UN VIEUX MONSIEUR QUI VOUS PARLE,  
BRANDISSANT SON ÉTOILE,  
ENTENDEZ-VOUS ?

INDIGNEZ-VOUS ! INDIGNEZ-VOUS !  
C'EST UN VIEUX MONSIEUR,  
UN GRAND MONSIEUR,  
QUI VOUS PARLE 🇺🇸



**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
Finances  
Publiques

**Solidaires** finances

Union  
syndicale  
**Solidaires**

## LE CONSTAT EST SANS APPEL !

- ✓ ON NE PEUT DURABLEMENT FAIRE TOUJOURS PLUS AVEC MOINS DE MOYENS !
- ✓ ON NE PEUT DURABLEMENT ACCEPTER LE DECALAGE ENTRE LA RÉALITÉ DE SON MÉTIER ET SON REVENU !

- L'info en continu
- L'écoute au quotidien
- La combativité locale

## 3 FORCES À VOTRE SERVICE, J'ADHÈRE !

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES, ex SNUI SUD TRESOR, a été officiellement proclamée en tant que syndicat national le 9 décembre 2009 lors du congrès extraordinaire de Créteil. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES est aujourd'hui la première force syndicale unifiée de la DGFIP. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES réaffirme son objectif de développer le syndicalisme d'adhérents et de proximité dans un but d'efficacité syndicale garante des grandes solidarités et de la défense des intérêts des agents de la DGFIP. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES appelle les agents de la DGFIP à rejoindre le syndicat national par l'adhésion, par le vote aux élections professionnelles et par l'engagement militant.

SOLDAIRES FINANCES PUBLIQUES, une force pour tous les agents de la DGFIP !

Ouvert à toutes les préoccupations du monde du travail, soucieux d'apporter sa contribution à la lutte contre les exclusions, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES recherchera à nouveau toutes les possibilités de réduction des divisions qui ravagent le syndicalisme français. Dans l'administration des finances publiques et au-delà, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES montre la voie d'un syndicalisme de proximité dans lequel chaque adhérent peut se reconnaître. Enfin SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES en tant que spécialiste a toujours eu une expression sur la fiscalité et entend porter haut et fort les couleurs de la justice fiscale.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES est membre fondateur de l'Union Syndicale - Solidaires et d'ATTAC. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES fait partie de SOLIDAIRES FINANCES, de l'Union Syndicale - SOLIDAIRES et l'Union du Personnel des Finances en Europe (UFE).

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
Finances  
Publiques

### SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - Section du Gard

15 BD ETIENNE SAINTENAC - AILE OUEST 30024 NIMES CEDEX 9 Tél : 04 66 36 56 43  
22 Avenue Carnot 30943 NIMES CEDEX 9 / Tél : 04 66 36 49 13

Secrétaire :

Olivier TOURNIER - SIE NIMES OUEST (06 19 20 22 99).

## SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - BULLETIN D'ADHÉSION

Nom (marital) : Prénom :  
 Nom (patronymique) :  
 Date de naissance : / / Grade : Echelon : Indice :  
 Temps partiel : %  
 Filière Fiscale : Filière gestion publique :  
 Identifiant ministériel N° à 10 chiffres (voir ANAIS) :  
 Adresse administrative - service - structure - téléphone :  
 Mail professionnel : @dgfip.finances.gouv.fr

Coupon à renvoyer au Trésorier (qui calculera le montant de ta cotisation) à l'adresse suivante : Hôtel des Finances de Nîmes - SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - Francis Bourrier - 15 Boulevard Etienne Saintenac - Aile Ouest - 30024 Nîmes Cedex 9